



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1800

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à Mme Claude Greff, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Claude Greff. Monsieur le Premier ministre, cela fait deux ans que François Hollande est responsable des affaires de la France (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), un triste anniversaire entre impopularité – du jamais vu –, échecs et regrets. Échecs reconnus par le Président lui-même sur la confiance des Français. Échec car le chômage augmente. Échec en raison de l'absence de croissance. Mois après mois, nous ne pouvons que constater les ravages de votre politique en matière de déficits publics.

Depuis l'élection de François Hollande, la France n'a jamais respecté ses programmes de stabilité et de diminutions du déficit public promis à Bruxelles. Mardi dernier, une très courte majorité a approuvé du bout des lèvres votre nouveau plan. La réponse de la Commission européenne ne s'est pas fait attendre. Elle ne croit pas aux mesures que vous proposez lesquelles vous permettraient prétendument de ramener le déficit public à 3 % en 2015.

La France n'arrive pas à sortir de l'impasse dans laquelle votre Gouvernement l'a placée car vos prévisions de croissance sont totalement irréalistes et reposent sur des suppositions économiques que vous ne maîtrisez même pas. Alors que nos partenaires anglais, allemands, italiens et espagnols renouent avec la croissance, nous restons une exception en Europe.

Votre seul et unique argument, se résume toujours à l'héritage de vos prédécesseurs. (« *En effet !* » sur les bancs du groupe UMP.)

M. Michel Ménard. C'est la vérité.

Mme Claude Greff. Cet argument est la force des faibles. Les Français ne vous croient plus. L'exercice de communication ne suffit plus. Vous êtes aux responsabilités depuis deux ans et vous n'avez apporté que du chaos et des augmentations d'impôts. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. – Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) La France a perdu deux ans. Pendant deux ans vous avez matraqué les entreprises. Vous avez matraqué les Français avec vos augmentations d'impôt.

M. Michel Ménard. Une intervention tout en nuances !

Mme Claude Greff. Vous distribuez de la main droite pour reprendre deux fois plus aux Français de la main gauche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

François Hollande a dit ce matin dans son interview qu'il n'avait « rien à perdre » ! Si lui n'a rien à perdre, c'est la France aujourd'hui qui perd tout ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Comment allez-vous répondre à nos partenaires européens qui ne comprennent pas les incohérences de votre politique et remettent en cause votre crédibilité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget. Madame la députée, je vous prie d'excuser Michel Sapin qui est encore à Bruxelles.

M. Jacques Myard. Qu'il y reste !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Puisque vous m'interpellez sur les prévisions de croissance, je voudrais vous rappeler que la croissance, qui est restée voisine de zéro pendant plusieurs années sous le gouvernement précédent (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), affiche 1 % pour l'année 2014, et que notre prévision de 1,7 % pour l'année 2015 n'est pas fondamentalement remise en cause (« Si » sur les bancs du groupe UMP), même si certains parlent de 1,5 %, mais de grands organismes internationaux qualifient cette prévision de raisonnable.

Mme Bérengère Poletti. Non !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Si le Gouvernement s'engage sur le pacte de responsabilité et de solidarité, c'est pour plusieurs raisons. C'est d'abord, vous le savez, pour résorber les déficits. Vous dites qu'ils n'ont pas été résorbés, mais, madame la députée, les 170 milliards d'euros de déficit en 2010, c'était sous votre gouvernement – je crois que vous y participiez.

Aujourd'hui, le déficit de notre pays a déjà été réduit de moitié, et nous allons faire mieux. Le plan d'économies que nous envisageons, certains d'entre vous le trouvent insupportable, je pense à un certain nombre de vos collègues, d'autres le trouvent insuffisant, M. Mariton propose 130 milliards d'économies sur le budget de l'État,...

M. Pascal Deguilhem. Irresponsable !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...chiffre repris par le président de votre groupe. Comment feriez-vous 130 milliards d'économies ? Je note 20 milliards de diminution des dépenses des collectivités territoriales. Le pacte de responsabilité et de solidarité allie le double objectif de diminuer la charge qui pèse sur les entreprises, mais aussi sur les salariés. C'est l'objet des mesures que nous allons décliner dans les prochaines lois de finances au mois de juillet, première étape vers la réussite. Plutôt que les outrances, préférons la confiance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Claude Greff](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1800

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 mai 2014](#)